

## APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX

**N° 02/2026ESTF**

DU 24/06/2026 A 10H30

## *SEANCE PUBLIQUE*

# CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

## OBJET : TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE REHABILITATION DES TERRAINS DE SPORT DE L'ECOLE SUPERIEURE DE TECHNOLOGIE

« EST » DE FÈS.

## EN LOT UNIQUE

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application de l'alinéa **2** du paragraphe **1** de l'article **19**, et l'alinéa **b** du paragraphe **3** de l'article **20** du Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

**BUREAU D'ETUDES : GROUPEMENT P.E.T.E.C & C.E.C**

## BET P.E.T.E.C : Le mandataire du Groupement

**P.E.T.E.C** bureau des études techniques

Email : [betpetec@gmail.com](mailto:betpetec@gmail.com) RC :16541 –

Patente : 49300501 IF :25231196

**Adresse1 : 64, bd Onze Janvier, cité Dakhla-AGADIR**

Adresse2: Lot 13 -Av Abdelkrim Benjelloun n7 2eme Etage -Fes

**Tél : +212 661 42 45 40 \* Fax : +212 528 23 74 09**



**CEC (SOCIETE CIVIL ENGINEERING & CONSULTING) SARL,**

au capital de 810 000 Dirhams,

Adresse du siège social de la société : N°110 LOT  
AL-ANOVAR 2 EME ETAGE BOUFEKRANE MEKNES,  
**ICE N° 002123443000053**





ROYAUME DU MAROC  
UNIVERSITE SIDI MOHAMMED BEN ABDELLAH FES  
L'ECOLE SUPERIEURE DE TECHNOLOGIE FES  
**OBJET : TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE REHABILITATION DES  
TERRAINS DE SPORT DE L'ECOLE SUPERIEURE DE TECHNOLOGIE  
« EST » DE FÈS  
-LOT UNIQUE-**

**MARCHE N° ..... /2026ESTF**

Marché passé suite à l'appel d'offres ouvert simplifié sur offre de prix n° 02/2026ESTF , séance publique, en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 , et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

**Entre :**

Monsieur le **Directeur de l'Ecole Supérieure de Technologie de Fès**, Sous-Ordonnateur. Désigné dans tout ce qui suit par «**le maître d'ouvrage**».

**D'UNE PART**

Et

**1. Cas d'une personne morale**

La société .....  
représentée par M : .....  
qualité .....  
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont  
conférés.  
Au capital social .....  
Patente n° .....  
Registre de commerce de .....Sous le n°.....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
I.C.E : .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....  
ouvert auprès de .....  
Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** »

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT**





## 2. cas de personne physique

M.....Agissant en son nom et pour son propre compte.  
Registre de commerce de .....sous le n° .....  
Patente n° .....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....  
ouvert auprès de.....  
Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur »

D'AUTRE PART

## 3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention .....(les références de la convention) .....

### - Membre 1 :

M. ....  
qualité .....  
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.  
Au capital social.....  
Patente n° .....  
Registre de commerce de.....  
Sous le n° .....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
I.C.E : .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres).....  
ouvert auprès de.....

### - Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

~ .....  
~ .....

### - Membre n :

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M..... ..(prénom, nom et qualité)..... en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 chiffres)..... ouvert auprès de (banque) .....

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur »

D'AUTRE PART



**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT**

## CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES

### ARTICLE N° 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet : **Travaux d'aménagement et de réhabilitation des terrains de sport de l'Ecole Supérieure de Technologie « EST » de Fès en lot unique.**

### ARTICLE N° 2 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux à réaliser pour le présent projet comprennent :

– **Terrains de sport :**

- **Travaux de décapage ;**
- **Travaux de Construction du Corps de terrains Base de Revêtement ;**
- **Travaux de Revêtement en Gazon Synthétique ;**

La liste ci-dessus est énonciative et nullement limitative "voir bordereaux des prix-détails estimatifs"

### ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.

#### 3.1 Les pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après dans l'ordre de priorité indiqué au cahier de clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG T) :

- **L'acte d'engagement ;**
- **Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;**
- **Le bordereau des prix - détail estimatif ;**
- **Le dossier d'exécution (Les plans, notes techniques, ...) ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13 mai 2016),**

En cas de discordances ou de contradictions entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret précité n°2-22-431 et en tenant compte des stipulations de l'article 2 du CCAG-T précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus. Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

#### 3.2. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- **Les ordres de services ;**
- **Les avenants éventuels ;**
- **Les décisions d'augmentation éventuelles dans la masse des travaux.**



### ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur tel qu'ils ont été modifiés ou complétés et notamment :

#### 4.1 Textes généraux

1. Le Dahir N° 1-15-05 du 29 Rabia II 1436 (19/02/2015) portant promulgation de la loi N° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;



2. Le Dahir N° 1.85.347 du Rabia II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi N°30.85 relatif à la taxe sur la valeur ajoutée T.V.A rendue applicable par le Décret N° 2.91.885 du 30-12-1991 modifiant le Décret n° 2-86-99 du (14/03/1988) ;
3. Le dahir n° 1-03-194 du 14 rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
4. Le Dahir n° 1-03-61 du 10 Rabii I 1424 (12/05/2003) portant promulgation de la loi n° 13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air ;
5. Le Dahir n° 1-03-59 du 10 Rabii I 1424 (12/05/2003 ) portant promulgation de la loi n° 11-03 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement ;
6. Dahir les assurances au Maroc ;
7. Dahir 1-16-128 du 25 Aout 2016 promulgant la loi 59-13 modifiant et complétant la loi 17-99 portant codes des assurances ;
8. Code du travail ;
9. Le code général des impôts ;
10. Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967), portant règlement général de la Comptabilité Publique ;
11. Le Décret n° 2-07-1235 du 4 Novembre 2008 relatif au Contrôle des Dépenses de l'Etat ;
12. Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
13. La Loi n° 69.00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes ;
14. Le Cahier des Clauses Administratives Générales Applicable aux marchés de travaux (CCAG-T) approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 chaâbane 1437 (13 mai 2016) ;
15. Le décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
16. Décret n° 2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques. B.O. n° 6488 du 02-06-2016 ;
17. Décret n° 2-14-272 du 14-05-2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
18. l'arrêté du Chef du Gouvernement n° 3.302.15 du 15 safar 1437 (27-11-2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;
19. La Circulaire 6001 Bis/TPC du 7 Août 1958 relative au transport de matériaux et marchandise pour exécution des travaux publics ;
20. L'Arrêté n° 4451/DDP du 10 Octobre 1983 et le Dahir n° 89/30 du 21 Novembre 1989 relatif à l'extraction du sable et matériaux de construction ;
21. Le Cahier des Prescriptions Commune (CPC) applicables aux études routières dépendant de l'Administration de l'Equipement tel que est défini par l'Arrêté du Ministre des Travaux Publics, de la Formation Professionnelle et de la Formation Des Cadres n° 1161-89 du 27 hija 1409 (3 juillet 1989) portant approbation du cahier des prescriptions communes applicables aux marchés d'études routières exécutés pour le compte du ministère des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres ;
22. Tous les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
23. La réglementation relative à l'achat, l'emmagasiner et l'emploi des explosifs au Maroc ;
24. La circulaire 6001 TP du 07/08/1958 relative aux transports des matériaux et marchandises pour l'exécution des Travaux Publics ;
25. La circulaire 5043-8 TP en date du 25 septembre 1967 relative aux travaux en régie ;
26. Les pièces générales à caractère réglementaire, normatif ou valant recommandations et citées dans les différents articles du CCTP ;

## **4.2 Textes spéciaux**

Les normes marocaines homologuées, à défaut les normes internationales

L'Entrepreneur ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance des textes et documents dont il est fait référence dans le marché issu du présent appel d'offres pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

L'énumération des textes référencés est indicative et non limitative. L'Entrepreneur reste soumis d'une manière générale aux lois et règlements en vigueur.





## **ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.**

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire, qu'après sa signature par le maître d'ouvrage, son approbation par le Président de l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès et son visa par le contrôleur de l'Etat le cas échéant.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **soixante jours (60)** à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Toutefois, ce délai peut être prorogé en application de l'article 36 du Décret n° 2-22-431 précité.

## **ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR.**

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatifs au marché de travaux.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

## **ARTICLE 7 : DESIGNATION DES INTERVENANTS.**

**Les parties prenantes du marché issu du présent appel d'offres sont :**

Le maître d'ouvrage d'une part à savoir : **Le Directeur de L'Ecole Supérieure de Technologie - FÈS.**

**La maîtrise d'œuvre est assurée par :**

Le Bureau d'étude technique à savoir : **GROUPEMENT P.E.T.E.C & C.E.C**

-L'Entrepreneur à savoir : **Société ou groupe de sociétés, chargé(e) de la réalisation des travaux**



## **ARTICLE 8 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE.**

Le suivi de l'exécution du marché sera assuré par Monsieur : **Le Directeur de L'Ecole Supérieure de Technologie de Fès ou son représentant dûment désigné par lui à cet effet ;**

## **ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR.**

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G-T, le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au Maître d'Ouvrage dans un délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché ou de la décision prise de commencer l'exécution du marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège du titulaire dont l'adresse sera indiquée dans le préambule du marché.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le Maître d'Ouvrage, par lettre recommandée, dans les quinze (15) jours suivants la date de l'intervention du changement.

## **ARTICLE 10 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulgués par le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues en exécution du marché sera opérée par les soins de Mr. le **Directeur de L'Ecole Supérieure de Technologie de Fès.**



• Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissements ou subrogations, les renseignements et états prévus à l'article du Dahir du 19/02/2015, est Mr. le **Directeur de l'Ecole Supérieure De Technologie de Fès.**

• Les paiements prévus au marché seront effectués par le **Trésorier payeur** auprès de **l'Université Sidi Mohammed Ben Abdellah de Fès**, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

En application de l'article 11 du CCAG -T, le maître de l'ouvrage délivrera à l'entrepreneur sur sa demande et contre récépissé un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19/02/2015 relatif au nantissement des marchés publics.

#### **ARTICLE 11 : SOUS TRAITANCE.**

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- le dossier administratif des sous-traitants ;
- les certificats de qualification relatifs à la nature des travaux à sous-traiter lorsqu'ils existent ainsi que les références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous- traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous -traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas L'entrepreneur et Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

#### **ARTICLE 12 : DELAI ET LIEUX DE L'EXECUTION**

L'entrepreneur devra exécuter les travaux désignés en objet dans un délai de : **120 Jours (Cent Vingt jours)**

Le délai d'exécution court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des travaux. Ce délai s'applique à l'achèvement de tous les travaux incombant au titulaire y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux.

#### **ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX**

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer à l'entrepreneur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.





## ARTICLE 14 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°2-22-431 précité, les prix du marché issu du présent appel d'offres sont révisibles par application des formules suivantes. Cette révision s'applique quel que soit le résultat des calculs.

Les règles et conditions de révision des prix sont celles fixées par l'arrêté du chef du gouvernement n° 3.302.15 du Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et conditions de révision des prix des marchés publics.

En application des dispositions de l'article 54 du CCAG-T et du paragraphe 2 de l'article 15 décret n° 2-22-431 précité, les prix du présent marché sont révisibles et la formule de révision à appliquer est la suivante :

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 \times \text{BAT6} / \text{BAT60})$$

Où :

- P : le montant hors taxe révisé de la prestation considérée.
- P<sub>0</sub> : le montant initial hors taxe de cette même prestation.
- BAT60 : index global de bâtiment tout corps d'état au mois de la date limite de remise des offres. BAT6 : index global de bâtiment tout corps d'état au mois de la date de l'exigibilité de la révision.

## ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF

### 15.1 Cautionnement Provisoire

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : **QUATRE MILLE CINQ CENT DIRHAMS (4.500.00 DH).**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG-T et à l'article 24 du décret n°2-22-431.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG-T.

### 15.2 Cautionnement Définitif

Le montant du cautionnement définitif est fixé à **trois pour cent (3%)** du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur.

Si l'entrepreneur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de **20 jours qui suivent** la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des travaux.

## ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE

Il sera prélevé au titre de la retenue de garantie 10% du montant de chaque acompte. Cette retenue cessera de croître lorsqu'elle atteindra 7% du montant initial du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande de l'entrepreneur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des travaux.

## ARTICLE 17 : AVANCES

Le Maître d'Ouvrage versera au titulaire du marché une avance dont le montant et les conditions sont définis par le décret N° : 2.14.272 du 14 RAJAB 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances dans les marchés publics. Le paiement de cette avance sera dû après notification de l'ordre de service de commencer les travaux du marché et trente (30) jours au moins après :

1. la date de réception par l'Entrepreneur de l'ordre de service de commencement des travaux ; et
2. la fourniture par l'Entrepreneur de la caution définitive ; et



3. la fourniture par l'Entrepreneur d'une caution d'avance instaurée par le décret précité. Cette garantie bancaire demeurera en vigueur jusqu'à ce que le paiement d'avance ait été remboursé, mais son montant peut être progressivement réduit ;

4. la mise en place des assurances.

L'avance sera remboursée par des déductions en pourcentage des acomptes. Les déductions commenceront lorsque

L'acompte suivant celui dans lequel le total de tous les paiements d'acomptes certifiés en faveur de l'Entrepreneur aura atteint trente pour cent (30%) du Montant du Marché.

L'avance sera intégralement remboursée avant que le total de tous les acomptes certifiés en faveur de l'Entrepreneur n'ait atteint des quatre-vingt pour cent (80%) du Montant du Marché.

La déduction de chaque acompte sera effectuée conformément à la formule suivante :

$$R = [(X_n - X_{n-1})A / (80-30)]$$

Dans laquelle :

- R : Montant remboursé
- A : Montant de l'avance
- $X_n$  : représente la valeur en pourcentage du décompte considéré par rapport au montant du marché avec  $30\% < X_n < 80\%$
- $X_{n-1}$  : représente la valeur en pourcentage du décompte précédent par rapport au montant du marché avec  $30\% < X_{n-1} < 80\%$
- $X_0 = 30\%$
- $X_1$  : représente le pourcentage du premier décompte provisoire dont la valeur dépasse 30%.

En cas de résiliation du marché quel que soit la cause, la liquidation du remboursement est immédiatement effectuée sur les sommes dues à l'entreprise ou à défaut sur la caution personnelle et solidaire. En cas de sous-traitance survenue après versement de l'avance, la part de l'avance correspondante au montant des travaux sous traités, doit être prélevée immédiatement en totalité sur les sommes dues au titulaire.

En cas de nantissement du marché, les attestations des droits constatés doivent tenir compte du montant de l'avance versée au titulaire du marché.

## **ARTICLE 18 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE**

L'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des travaux, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux tel qu'il a été modifié et complété.

## **ARTICLE 19 : APPROVISIONNEMENT**

Le marché issu du présent appel d'offres ne prévoit pas d'acompte sur approvisionnements de matériaux et matières premières destinés à entrer dans la composition des travaux objet du marché.

## **ARTICLE 20 : RELATION ENTRE DIVERS INTERVENANTS SUR LE CHANTIER**

Conformément à l'article 32 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur veillera au bon ordre du chantier, assurera la coordination des travaux et la sécurité des travailleurs.

Chaque entrepreneur doit suivre l'ensemble des travaux, reconnaître par avance tout ce qui intéresse les réalisations, fournir les indications nécessaires à ses propres travaux, s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer au maître d'ouvrage.

Un planning général, portant sur l'ensemble de ces travaux, est établi à cet effet par le maître d'ouvrage.





## ARTICLE 21 : FRAIS D'ENREGISTREMENT.

L'entrepreneur doit acquitter les droits auxquels peut donner lieu l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 22 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DES OUVRIERS.

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions des articles 22 et 23 du CCAG-Travaux.

## ARTICLE 23 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

L'entrepreneur s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-Travaux.

## ARTICLE 24 : PROVENANCE, QUALITE ET ORIGINES DES MATERIAUX

Tous les matériaux, matières et produits utilisés dans les travaux objet du présent cahier des prescriptions spéciales proviendront de carrières ou d'usines agréées par le maître d'œuvre. L'entrepreneur ne peut, en aucun cas, se prévaloir de l'éviction par le maître d'œuvre de fournisseurs ou sous-traitants pour demander une majoration quelconque sur le prix de la fourniture.

Les matériaux doivent satisfaire aux normes marocaines en vigueur à la signature du marché ou à défaut, aux normes internationales ou à défaut aux règles de l'art usuelles.

Le maître d'œuvre peut effectuer tous les essais qu'il estime nécessaires pour vérifier que les matériaux ou produits utilisés sont conformes aux spécifications imposées.

L'entrepreneur est tenu d'éloigner du chantier, à ses frais, en un lieu agréé par le maître d'œuvre les matériaux ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus.

Le maître d'œuvre est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux et décider de leur lieu d'emploi. En particulier le lieu de provenance des matériaux ne peut en aucune façon laisser préjuger de leur qualité.

Aucune réclamation ne sera recevable concernant les prix de revient à pied d'œuvre des matériaux.

## ARTICLE 25 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des travaux et en application de l'article 73 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage s'assure en présence de l'entrepreneur de la conformité des travaux aux spécifications techniques du marché et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les travaux présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché, l'entrepreneur procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

## ARTICLE 26 : ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX

En application de l'article 44 du CCAG-Travaux, le délai fixé pour le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur est de 7 jours de calendrier à compter de la date de la réception provisoire.

Une pénalité particulière de **200 DH par jour de calendrier de retard** sera appliquée à compter de la date d'expiration du délai indiqué plus haut. Cette pénalité sera retenue d'office sur les sommes encore dues à l'entrepreneur.

## ARTICLE 27 : GARANTIE - DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **un an** à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur sera tenu de remettre au maître d'ouvrage les plans des ouvrages conformes à l'exécution, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de malfaçons ou d'insuffisances constatées et de remédier à l'ensemble des défauts, sans pour autant que ces travaux supplémentaires puissent donner lieu à paiement à l'exception de ceux résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par des tiers.





## **ARTICLE 28 : MODALITE DE REGLEMENT.**

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

- Les décomptes provisoires seront établis à la base des situations et métrés établis par l'entrepreneur et vérifiés par le Maître de l'Ouvrage et le BET ;
- Les approvisionnements ne seront pas pris en compte pour l'établissement des acomptes.

## **ARTICLE 29 : PENALITE DE RETARD**

### **29.1- Pénalités et retenues en cas de retard**

A défaut d'exécution dans les délais prescrits, il sera appliqué à l'entrepreneur une pénalité pour chaque jour calendrier de retard. Cette pénalité sera déduite d'office et sans mise en demeure préalable des décomptes des sommes dues au titulaire. Cette pénalité est égale à un pour mille (1/1000) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Le montant des pénalités est plafonné à **huit pour cent (8%)** du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du C.C.A.G-T.

### **29.2- Pénalités particulières**

L'entreprise est tenue d'être représentée aux réunions hebdomadaires lorsqu'il aura été convié par lettre ou sur le procès-verbal de la réunion précédente. Pour toute absence d'un représentant de l'entreprise aux réunions de chantier, il lui sera appliqué sans mise en demeure préalable une pénalité de 1000,00 DH (mille dirhams) par absence.

Le montant des pénalités est plafonné à 2% du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants des travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

## **ARTICLE 30 : RECEPTION DEFINITIVE**

Conformément aux stipulations de l'article 76 du CCAG-Travaux et après expiration du délai de garantie, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par l'entrepreneur.

## **ARTICLE 31 : CAS DE FORCE MAJEURE**

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du CCAG-Travaux notamment son paragraphe 2, les seuils des intempéries qui sont réputés constituer un événement de force majeure sont définis comme suit :

- La neige : supérieure ou égale à 50 cm/s
- La pluie : supérieure ou égale à 60 mm/s
- Le vent : supérieur ou égal à 120 kms/h
- Le séisme : supérieur ou égal à 5 degrés sur l'échelle de Richter.



## **ARTICLE 32 : RESILIATION**

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics et celles prévues par le CCAG-Travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves

aux engagements pris ont été relevés à la charge de l'entrepreneur, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont l'entrepreneur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

### **ARTICLE 33 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

L'entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

L'entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

### **ARTICLE 34 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le fournisseur, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 81 à 84 du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur sont soumis aux tribunaux compétents.

### **ARTICLE 35 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCALE**

L'entrepreneur s'engage conformément à l'article 149 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics à recourir à la main d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.

Le taux de recours à la main d'œuvre locale dans la limite de 20% de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la « Commune » lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.





## CHAPITRE 2 : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

### ARTICLE 1 : OUVRAGES PROVISOIRES

Les plans et notes de calculs des éventuels ouvrages provisoires sont à la charge de l'entrepreneur qui les soumet à l'approbation du maître d'ouvrage quinze jours avant le début de réalisation desdits ouvrages.

Dans le cas où l'aménagement nécessite l'occupation des terrains des particuliers, les frais de cette occupation seront à la charge de l'entrepreneur.

### ARTICLE 2 : INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'entrepreneur se procurera à ses frais et par accord direct avec les propriétaires et exploitants intéressés, les terrains dont il a besoin pour l'exécution des installations.

Le site choisi, l'organisation des bâtiments et installations, ainsi que la gestion des surfaces utilisées seront soumises à l'accord du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur soumettra au maître d'ouvrage le projet de ces installations de chantier dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification de l'approbation du marché.

En général, les installations de chantier tiennent compte des éléments suivants :

#### 1 - Généralités :

L'installation et l'aménagement du chantier font l'objet de plusieurs articles regroupés en une seule position. Cette position comprend l'installation propre à l'entreprise, ainsi que des aménagements destinés au maître d'ouvrage.

Avant de mettre son offre, l'entrepreneur est tenu de se renseigner sur l'emplacement du chantier, les chemins d'accès, la place disponible pour le stockage, ainsi que les possibilités de réaliser les raccordements à l'électricité et à l'eau.

En outre, il doit reconnaître des difficultés qui se posent lors de l'exécution.

Les travaux se feront sous circulation et l'entrepreneur ne pourra interrompre la circulation sur les routes que dans le cas où le maître d'ouvrage en reconnaîtrait la nécessité absolue et lui en donnerait l'autorisation pour une époque et un délai déterminé.

Cette prestation ne donnera droit à aucune indemnité spéciale de la part du maître d'ouvrage.

La circulation pour piétons et pour les véhicules prioritaires tels que les ambulances pompiers, etc, doit être garantie en permanence.

L'entrepreneur proposera au maître d'ouvrage le lieu de ses installations de chantier, présentera un plan d'installation de chantier et sollicitera l'autorisation d'installation au près du maître d'ouvrage.

Le site devra être choisi afin de limiter le débroussaillage, l'arrachage d'arbustes, l'abattage des arbres. Les arbres utiles ou de grande taille (diamètre supérieur à 20 cm, mesuré à 1 m du sol) seront à préserver et à protéger autant que faire se peut.

Au niveau des installations de chantier il sera pris toutes les précautions raisonnables pour empêcher les fuites et les déversements accidentels de produits susceptibles de polluer les ressources en eau ou le sol.

Ces précaution devront inclure des mesures concrètes telles que :

- la construction de merlons en terre d'une capacité de rétention suffisante autour des bacs de stockage de carburant, de lubrifiants et de bitumes pour contenir les fuites,
- des séparateurs d'hydrocarbures dans les réseaux de drainage associés aux installations de lavage, d'entretien et de remplissage, en carburant des véhicules et des engins, et aux installations d'évacuation des eaux usées des éventuelles cuisines.

Les aires de bureaux et de logements éventuels doivent être pourvues d'installations sanitaires (latrines, fosses septiques, puits perdus, lavabos et douches) en fonction du nombre des employés logés sur place. Des réservoirs d'eau devront être installés en quantité suffisante et la qualité d'eau devra être adéquate aux besoins.

Les aires d'entretien, de lavage des engins et des stockages des hydrocarbures devront être étanchéifiées et prévoir un puisard de récupération des huiles et des graisses. Les eaux usées provenant de ces aires d'entretien devront être canalisées vers le puisard et vers l'intérieur de la plate-forme afin d'éviter l'écoulement des produits polluants vers les sols non revêtus.

Les huiles usées, les filtres à huile, et les batteries sont à stocker dans des contenants étanches avant leur



évacuation.

Des réceptacles pour recevoir les déchets assimilables aux ordures ménagères et ne contenant pas de déchets dangereux sont à disposer à proximité des diverses installations. Ces réceptacles sont à vider périodiquement et les déchets à déposer dans une fosse. Cette fosse doit être située à au moins 100 m de cours d'eau ou de plan d'eau.

Les déchets toxiques sont à récupérer séparément et à traiter à part. A la fin des travaux la fosse est à combler avec la terre jusqu'au niveau du sol naturel.

## **2 – Aires de chantier et gardiennage**

L'entrepreneur définira, en collaboration avec les services compétents, l'emplacement exact de la clôture de chantier.

Il définira, en accord avec le représentant du maître d'ouvrage, la superficie de l'aire de chantier et son emprise sur la voie publique, permettant l'enlèvement des déblais et décombres de démolitions, la livraison des matériaux de chantier, l'installation des engins de lavage, etc.

Cette aire de chantier devra permettre le stockage de la totalité des fournitures, la réalisation des installations de chantier y compris celles nécessaires pour abriter le matériel et les équipements du soumissionnaire, l'atelier-garage, le local technique pour groupe électrogène le cas échéant, les locaux pour le maître d'ouvrage, le laboratoire géotechnique, les logements du personnel de l'entreprise et ses bureaux.

L'entrepreneur pourvoira au gardiennage du chantier et des installations du chantier. La période de gardiennage couvrira toute la durée des travaux jusqu'à la réception provisoire de ceux-ci et le repli de chantier.

Le coût de gardiennage pour la totalité de l'aire de chantier est compris dans le poste installation de chantier.

## **3 – Panneaux de chantier**

Une sous-construction fixée à chaque extrémité du chantier, à un endroit à choisir par le Maître d'ouvrage, permettra de fixer un panneau dont les dimensions seront conformes à celles du dessin de la page 59 de la Directive sur la signalisation temporaire des chantiers routiers.

Les 2 panneaux indiqueront la nature de la réalisation, le nom des différents intervenants (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entrepreneur, ...)

Les panneaux seront lisses et résistants aux intempéries, les finitions (teinte de fond, écritures ou autres indications) seront soumises à l'approbation du maître d'ouvrage.

Le coût des panneaux de chantier à installer est compris dans le prix de l'installation du chantier.

## **4– Repli du chantier**

Les frais du repli du chantier et des installations du chantier sont à la charge de l'entrepreneur et ils sont compris dans le prix de l'installation du chantier.

Après la fin des travaux :

- Les constructions et installations seront évacuées, les ouvrages bétonnés, les aires, réseaux et fossés seront démolis par l'entreprise et les produits évacués vers un dépôt définitif à trouver et à la charge de l'entrepreneur (tout enfouissement in situ est à exclure).
- Le terrain sera modelé pour retrouver sa topographie initiale, puis scarifié sur une épaisseur de 0.60 m.
- Les terres prélevées initialement (terre végétale) seront alors remises en place par des moyens et méthodes appropriées (pas de circulaires des engins d'approvisionnement sur les terres régaliées, et réglage par des engins légers ou à chenilles marais) pour ne pas tasser les sols recouverts et les terres étalées et reconstituer la couche initialement prélevée à l'identique.

## **5- Mise en œuvre des dispositions de plan de gestion environnementale**

En outre, la remise en état des lieux en fin de travaux comportera un nettoyage général des emprises et des zones d'occupation temporaire. Tous les déchets, matériel ou matériaux sans emploi (chutes de ferrailage ou coffrage, bidons, pneus, sacs de ciment, fonds de malaxeurs, etc...) seront ramassés et évacués en dépôt définitif par l'entrepreneur quelles que soient les difficultés d'accès pour leur récupération.

La remise en état des lieux et le nettoyage général sont inclus dans le prix d'installation.

L'entrepreneur est responsable de l'exécution de ses obligations vis-à-vis des propriétaires des terrains.

L'entrepreneur préviendra le maître d'ouvrage de la remise en état d'une aire et fixera une date afin qu'un état des lieux contradictoires après travaux puisse être dressé.

L'entrepreneur sera seul responsable des travaux et frais complémentaires afin de parachever la remise en



état et des actions de dépollution complémentaires.

### **ARTICLE 3 : EMPLOI DES EXPLOSIFS**

L'emploi des explosifs est régi par la réglementation en vigueur.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir des délais nécessaires à l'obtention des autorisations réglementaires pour justifier d'un allongement du délai d'exécution.

### **ARTICLE 4 : CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

Les conditions d'exécution des travaux sont celles définies par les normes en vigueur.

### **ARTICLE 5 : CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX**

L'entrepreneur sera soumis pour l'exécution de ses travaux au contrôle du maître de l'ouvrage. Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de procéder à tout contrôle qu'il juge nécessaire soit par ses propres moyens, soit par d'autre organisme de contrôle pendant toute la durée des travaux, les agents de contrôle auront libre accès au chantier et pourront prélever aussi souvent que nécessaire pour examen, les échantillons de matériaux et de matériels à mettre en œuvre, ils vérifieront que les ouvrages réalisés conformément aux plans revêtus de leur visa, ils assisteront à la réception des fouilles aux réceptions provisoires et définitives.

L'entrepreneur sera tenu de fournir à ses frais la main d'œuvre, les échafaudages, les charges, etc. Nécessaires aux essais prévus, soit par le CPS, soit par le DGA.

- 1- La nature et la fréquence des essais de contrôles des travaux sont celles définies par les normes marocaines ou à défaut par les normes françaises.
- 2- La nature et la périodicité des essais préliminaires d'information, des contrôles de qualité et des contrôles de réception sont fixées par les normes marocaines ou à défaut par les normes françaises.
- 3- Aucune tolérance en moins ne sera acceptée. Si un contrôle d'épaisseur fait apparaître une insuffisance de matériaux par rapport aux prescriptions du présent CPS, aux plans visés « bon pour exécution » ou aux ordres de BET, l'entrepreneur sera tenu de faire l'apport complémentaire de matériaux de qualité équivalent ou supérieure et de reprendre la finition de la couche.

L'entrepreneur sera soumis éventuellement au contrôle technique de bureau d'études et des agents techniques désignés par l'administration pour l'ensemble des travaux de son marché.

Pendant toute la durée des travaux, les agents de suivi ainsi du bureau d'étude technique auront libre accès au chantier et pourront prélever, aussi souvent que nécessaire pour examen, les échantillons de matériaux, et matériel à mettre en œuvre. Ils vérifieront que les ouvrages réalisés conformément aux plans revêtus de leur visa, ils assisteront à la réception des fouilles, aux réceptions provisoires et définitives.

L'entrepreneur sera tenu de fournir à ses faits, la main d'œuvre, les échafaudages, les charges, etc.... nécessaires aux essais, prévus soit par le CPS soit par le Devis général d'architecture.

Pour les travaux de construction/d'aménagement de bâtiments, conformément aux stipulations de l'article4, paragraphe3 du Devis général d'architecture, les frais d'essai des matériaux seront à la charge de l'entrepreneur pour tous les travaux ou fourniture qui n'auront pas satisfait aux conditions imposées par le DGA

Les essais seront effectués conformément à la norme NF 23/301 (février 1961).

L'entrepreneur devra tenir, en permanence sur le chantier, des récipients ou éléments de matériaux disponibles à des reprises de prélèvements pour études, essais ou analyses.

### **ARTICLE 6 : REUNION DE CHANTIER**

L'entrepreneur ou son représentant est tenu de se rendre personnellement aux convocations du maître d'ouvrage et d'accompagner les représentants de ce dernier sur les chantiers lors des visites périodiques et de leur donner les explications sur les travaux ; la périodicité des visites est fixée par le maître d'ouvrage ou par l'ingénieur chargé du suivi du chantier qui pourra dans les mêmes conditions fixer toute visite exceptionnelle sous préavis de vingt-quatre heures. Le représentant de l'entrepreneur devra être habilité à recevoir valablement tous ordres de service ou instructions, accepter les constats, et d'une manière générale, assurer les relations avec le maître d'ouvrage comme s'il s'agissait de l'entrepreneur lui-même.

Il sera dressé, pour chaque réunion, un procès-verbal qui sera contresigné par le maître d'ouvrage et

l'entrepreneur en fin de séance.

Dans le cas où l'entrepreneur est absent ou refuse de contresigner le procès-verbal, celui-ci lui est notifié par ordre de service.

Ces procès-verbaux étant appelés à remplacer autant que possible les échanges de correspondances entre le maître d'ouvrage, l'ingénieur du BET chargé du suivi et l'entrepreneur. Ce dernier veillera à y faire inscrire au fur et à mesure du déroulement des travaux, ses observations, ses réclamations ou réserves.

L'inscription de ces dernières au cahier de chantier ne saurait remplacer la représentation des réclamations dans les formes et conditions prévues par les clauses du CCAGT

Le procès-verbal devra comporter un volet particulier concernant la surveillance environnementale des travaux.

Lors des visites de chantier, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessibles la totalité des lieux d'opérations dans des conditions de sécurité totale. Il devra faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition tout document nécessaire à la bonne conduite des travaux et toute fiche d'essai de matériaux reçu sur le chantier ou mis en œuvre.





## CHAPITRE 3 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES

### ARTICLE 1 : INSTALLATIONS GENERALES DE CHANTIER :

L'Entrepreneur soumettra à l'Ingénieur chargé du suivi des travaux le projet de ses installations de chantier dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'approbation du marché.

En général les installations de chantiers tiennent compte des éléments suivants :

#### ✓ GENERALITES :

L'installation et l'aménagement du chantier font l'objet de plusieurs articles regroupés en une seule position. Cette position comprend l'installation propre à l'Entreprise ainsi que des aménagements destinés au maître d'ouvrage.

L'Entrepreneur est sensé connaître l'emplacement du chantier, les chemins d'accès, la place disponible pour le stockage, ainsi que les possibilités de réaliser les raccordements à l'électricité et à l'eau. En outre, il doit reconnaître les difficultés qui se posent lors de l'exécution.

Les travaux se feront sous circulation et l'Entrepreneur ne pourra interrompre la circulation sur les routes que dans le cas où le maître d'ouvrage en reconnaîtrait la nécessité absolue et lui en donnerait l'autorisation pour une époque et un délai déterminé.

Cette prestation ne donnera droit à aucune indemnité spéciale de la part du maître d'ouvrage.

La circulation pour piétons et pour les véhicules prioritaires tels que les ambulances, pompiers, etc. doit être garantie en permanence.

#### ✓ AIRE DE CHANTIER ET GARDIENNAGE :

Cette aire de chantier devra permettre le stockage de la totalité des fournitures, la réalisation des installations de chantier y compris celles nécessaires pour abriter le matériel et les équipements du soumissionnaire, l'atelier garage, le local technique pour groupe électrogène le cas échéant, les locaux pour le maître d'ouvrage, le laboratoire géotechnique, les logements du personnel de l'Entreprise et ses bureaux.

L'entrepreneur pourvoira au gardiennage du chantier et des installations du chantier. La période de gardiennage couvrira toute la durée des travaux jusqu'à la réception de ceux-ci. Le coût du gardiennage pour la totalité de l'aire de chantier est compris dans le poste installation de chantier.

#### ✓ REPLI DU CHANTIER :

Après achèvement des travaux, les installations seront repliées et le site remis en état et nivelé. Tous les débris et déchets résultant du repli du chantier seront évacués dans des lieux de décharge indiqués par le maître d'ouvrage dans le délai indiqué au présent marché.

Les frais du repli du chantier et des installations du chantier sont à la charge de l'entrepreneur et ils sont compris dans le prix de l'installation du chantier.

#### ✓ INSTALLATION DE CHANTIER :

L'entrepreneur sera tenu de réaliser des locaux de structure légère, conformément aux plans à établir par le maître d'ouvrage, comprenant une salle de réunion de 20,00m<sup>2</sup> et un local annexe de 15,00m<sup>2</sup>, réservé et mis à la disposition du Maître de l'ouvrage ou ses représentants. Ces locaux seront construits, compris tous les lots, gros œuvre, étanchéité, Menuiseries, plomberies, électricité, et W.C., peinture, vitrerie et ferronnerie pour grilles de défense et de protection. Et seront livrés au Maître de l'ouvrage, clé en main dans les 20 jours qui suivent le commencement des travaux, ordonnés par ordre de service à délivrer par le Maître l'ouvrage.

En outre les locaux seront équipés par l'entrepreneur, ces équipements comprendront le matériel suivant :

- 1- Une table de réunion équipée de 15 chaises minimum.
- 2- Tableaux d'affichage de dimensions (2,50x2,00) avec cadre en bois sapin rouge, et contreplaqué okoumé, sur lequel seront cloutées des plaques de liège de 2,00cm d'épaisseur pour affichage du planning, plans, détails et croquis, documents tenus à jour par le représentant de l'entreprise, délégué à représenter le gérant de la société. L'Entrepreneur est appelé de garder sur le chantier en permanence les documents suivants :



Les copies des plans d'exécution visés par les services compétents.

Les copies des résultats des essais de matériaux effectués par le laboratoire.

Le cahier de chantier trifold sur lequel seront portés les procès-verbaux de réunion et les remarques éventuelles, mentionnés par les divers intervenants.

3- Deux panneaux d'affichages métalliques de chantier suivant les instructions de maitre d'ouvrage type 500 ; sont constitués de planches nervurées, emboîtables et interchangeable de hauteur 150 mm, 175 mm assemblées entre elles par emboîtement et fixées sur des supports en I à l'aide de brides spéciales et de visserie en acier cadmié. Ces vis sont glissées dans les rainures prévues sur l'arrière des planches, serrant les brides qui accrochent le support. Les deux panneaux posés sur accotement de chantier, les supports sont des poutrelles IPE en acier galvanisé à chaud, dimensions et section suivants les normes et instructions de la maîtrise de chantier.

Il sera procédé à la fin des travaux à la démolition des locaux précités, compris Nettoyage et évacuation des débris excédentaires aux décharges publiques.

N.B : L'installation de chantier en question comprenant tous les ouvrages précités seront réalisés à la charge de l'entrepreneur avant le commencement des travaux.

### ✓ ALBUM PHOTOS :

L'entrepreneur sera tenu de remettre en fin de chaque mois un album photos illustrant l'ensemble des activités et opérations importantes d'exécution des travaux. Cet album photos doit illustrer l'état de chaque partie d'ouvrage, avant et après travaux. A la fin des travaux, un album global illustrant toutes les activités sera remis par l'Entrepreneur. Les frais de cette prestation seront à la charge de l'entreprise.

### ARTICLE 2 : CONTROLE DES TRAVAUX :

Des essais seront prévus dans le but de préciser et de connaître les qualités auxquelles devront répondre un certain nombre de matériaux définis au présent chapitre. Les échantillons seront prélevés dans les fournitures susceptibles d'être reçues.

Si le contrôle d'épaisseur fait apparaître une insuffisance de matériaux par rapport aux prescriptions du présent CPS, à l'étude de dimensionnement, ou aux ordres de service technique préfectorale ou le B.E.T, l'Entrepreneur sera tenu de faire l'apport complémentaire de matériaux de qualité équivalente ou supérieure et de reprendre la finition de la couche.

Fond de forme, les dévers et les cotes finales du projet. Ces contrôles seront consignés dans le cahier de réception topographique.

### ARTICLE 3 : REUNIONS DE CHANTIER :

L'Entrepreneur ou son représentant est tenu de se rendre personnellement aux convocations du maitre d'ouvrage et d'accompagner les représentants de ce dernier sur le chantier lors des visites périodiques et de leur donner les explications sur les travaux. La périodicité des visites est fixée par le maitre d'ouvrage ou par le service technique chargé du suivi du chantier qui pourra dans les mêmes conditions fixer toute visite exceptionnelle sous préavis de vingt-quatre heures.

Il sera dressé, pour chaque réunion, un procès-verbal qui sera contresigné par le maitre d'ouvrage et l'Entrepreneur en fin de séance.

Dans le cas où l'Entrepreneur serait absent ou refuse de contresigner le Procès-verbal, celui-ci lui est notifié par ordre de service.

Mesure du déroulement des travaux, ses observations, ses réclamations ou réserves. L'inscription de ces dernières au cahier de chantier ne saurait remplacer la présentation de réclamations dans les formes et conditions prévues par les clauses du CCAG-T.

Mesure et tenir à disposition tout document nécessaire à la bonne conduite des travaux et toute fiche d'essai de matériaux reçu sur le chantier ou mis en œuvre.



## **ARTICLE 4 : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX**

### **A. PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES GROS-ŒUVRE :**

#### **A-1 : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX TERRASSEMENTS :**

Les terrassements seront exécutés par le matériel et les engins appropriés.

La tolérance de cote par rapport à la ligne rouge définie par le maître d'ouvrage ou ses représentants sera au plus égale à 3 cm

Toutes les terres excédentaires en surplus ou impropres à la mise en remblais seront transportées aux décharges désignées par le maître d'ouvrage.

#### **DEBLAIS :**

Les terrassements en déblais concernent le décapage du terrain de toute nature conformément aux plans d'exécution, et aux directives de l'Ingénieur. Ces travaux seront réalisés avec des moyens adéquats aux dimensions indiquées en prêtant une attention particulière aux obstacles apparents et cachés.

#### **A-2 : PROVENANCE DES MATERIAUX :**

Les matériaux et matériels destinés à l'exécution des travaux seront d'origine Marocaine, il ne sera fait appel aux matériaux ou matériel d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se les procurer sur le marché Marocain.

Les matériaux et matériels proviendront des lieux d'extraction ou de production nationale ou des dépôts du Maroc. Par le fait même du dépôt de son offre, l'entrepreneur sera réputé connaître les ressources des carrières, dépôts ou usines indiqués ci- avant, ainsi que leurs conditions d'accès, d'exploitation et de vente. Aucune réclamation ne sera recevable concernant le prix de revient à pied d'œuvre de ces matériaux.

Désignation d'une marque : la désignation d'une marque est donnée pour la spécification des qualités. Il est bien entendu que le nom de marque n'impose pas la fourniture de cette dernière, mais enseigne sur les caractéristiques techniques, le niveau de qualité du matériau ou appareillage demandé.

#### **A-3 : VERIFICATION DES MATERIAUX :**

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour avoir sur son chantier la quantité des matériaux vérifiés et acceptés indispensable à la bonne marche des travaux et dont l'échantillonnage aura été agréé par le maître d'ouvrage.

#### **A-4 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES MATERIAUX DU PRESENT MARCHÉ :**

##### **a) Travaux de décapage du revêtement existant, reprise du support et préparation de la plateforme pour revêtement sportif synthétique**

Le présent article concerne les travaux de dépose, décapage et terrassement nécessaires à la réhabilitation d'un terrain de sport existant, en vue de la préparation d'un support conforme destiné à recevoir un nouveau revêtement synthétique.

Les travaux comprennent notamment :

- Le décapage et la dépose complète du revêtement existant (béton, enrobé, résine, gazon synthétique ou autre).
- Le décapage du support de forme existant (couche de fondation dégradée ou non conforme).
- L'évacuation de tous les déblais vers une décharge agréée.
- Le nettoyage général de l'emprise.
- La remise à niveau et la préparation d'un support neuf conforme aux exigences techniques.
- Toutes sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux.

#### **Décapage du revêtement existant**





- Dépose complète du revêtement en place quelle que soit sa nature.
- Utilisation de moyens mécaniques adaptés (marteau piqueur, fraiseuse, pelle mécanique...).
- Évacuation immédiate des matériaux issus de la dépose.
- Nettoyage de la surface après enlèvement.
- Aucune partie de l'ancien revêtement ne devra subsister.

### **Décapage du support de forme existant**

- Enlèvement de la couche de fondation existante sur une épaisseur variable selon l'état du support et les prescriptions du maître d'œuvre.
- Élimination des matériaux instables, pollués ou non conformes.
- Décapage jusqu'à obtention d'un sol sain et homogène.
- Vérification visuelle et technique de la qualité du fond de forme.

### **Évacuation des déblais**

- Chargement, transport et déchargement vers une décharge publique ou agréée.
- Tri éventuel des matériaux conformément à la réglementation en vigueur.
- Aucun stockage permanent sur site non autorisé.
- Nettoyage continu du chantier et des accès.

### **Nettoyage de l'emprise**

- Élimination de tous déchets, gravats, poussières et éléments étrangers.
- Balayage et, si nécessaire, lavage de la surface.
- Mise à nu complète de la zone à traiter.

### **Préparation du support neuf (plateforme)**

Après décapage, la plateforme devra être reconstituée et préparée comme suit :

#### **Mise à niveau**

- Terrassement complémentaire en déblais/remblais si nécessaire.
- Réglage aux cotes du projet.
- Tolérance altimétrique :  $\pm 2$  cm.

#### **Mise en forme**

- Respect des pentes pour drainage (0,5 % à 1 % minimum).
- Profil homogène sans cuvettes ni bosses.

#### **Compactage**

- Compactage mécanique par couches successives.
- Taux de compactage  $\geq 95$  % OPM.
- Traitement des zones molles ou instables (purge et remplacement).

#### **Qualité du support**

Le support devra être :

- Stable, homogène et parfaitement nivelé.
- Exempt de matières organiques ou compressibles.
- Apte à recevoir les couches de fondation du revêtement sportif.





## **Contrôles et tolérances**

- Vérification des niveaux, pentes et planéité (règle de 3 m : flèche  $\leq 1$  cm).
- Contrôle de la compacité (essais in situ si exigé).
- Toute non-conformité devra être corrigée par l'entreprise.

Le prix comprend aussi :

- Protection des ouvrages existants.
- Signalisation et sécurité du chantier.
- Gestion des eaux (pompage si nécessaire).
- Toutes difficultés liées à la nature des matériaux existants.
- Main-d'œuvre, matériel, transport et évacuation.

### **b) Caractéristiques et spécifications du gazon synthétique :**

Le gazon synthétique devra être conforme aux spécifications les caractéristiques du l'article 49 ci-dessus notamment les caractéristiques suivantes :

Nature du Fibre : Polyéthylène mono filament droite

Hauteur de la Fibre :  $\geq 40$ mm

Nombre de touffes :  $\geq 6$

Nombre de brins par touffes :

Dtex  $\geq 15000$

Résistance à la traction dans les deux sens  $\geq 70$  daN

#### **Remplissage :**

Remplissage sable siliceuse

Nature : sable siliceuse

Forme : arrondie

Granulométrie :  $d \geq 0,315$ mm et  $d \leq 1,2$ mm

Dosage minimum :  $\geq 18$ kg/m<sup>2</sup>

#### **Remplissage en SBR**

Nature : Caoutchouc SBR couleur noir

Granulométrie :  $d \geq 0,5$ mm et  $d \leq 2,5$ mm

Dosage minimum :  $\geq 6$  kg/m<sup>2</sup>

#### **Mise en œuvre du gazon synthétique**

Avant la mise en œuvre du gazon l'entrepreneur devra proposer à l'acceptation de la commission de suivi ce qui suit :

- Plan de pose gazon
- Fiches technique gazon et matériau de remplissage
- Echantillon du gazon

Les caractéristiques techniques du produit et ses performances seront conformes aux prescriptions contractuelles et au procès-verbal d'identification et de conformité délivré avec l'offre.

Un plan de calepinage sera proposé par le fournisseur de la moquette et proposé à l'entrepreneur. Ce plan de calepinage sera fourni au Maître d'œuvre pour validation.

La manutention des rouleaux sera effectuée avec le plus grand soin et leur déroulement se fera toujours dans le même sens du velours.

Les rouleaux de moquette sont approvisionnés en ligne, le long des bordures longitudinales, à leur emplacement définitif de déroulement.

Les lèvres des 2 lés seront ouverts pour permettre la mise en place d'une bande de pontage dont l'axe coïncidera parfaitement avec la future ligne de joint.

La moquette recouvrira à sa mise en œuvre les bordures d'au moins 15 cm.





Les coupes d'ajustement de la moquette le long des bordures s'effectueront en une seule opération continue une fois la moquette lestée de sable.

Aucune mise en œuvre ne sera faire dans une ambiance humide, avec une température inférieure à 10°Celsius le matin à 8 h.00

Le sommet des fibres sera celui du niveau haut des caniveaux ou bordures. La tolérance de planéité sera de plus ou moins 1 cm sous la règle de 3 m.

La tolérance de nivellement sera de plus ou moins 1 cm pour un carroyage de 5 m x 5 m.

L'entrepreneur devra, en outre, fournir une fiche d'entretien et une note d'utilisation du gazon synthétique qui seront annexées au procès-verbal de réception il devra aussi procéder après livraison du terrain au maitre d'ouvrage (minimum 5 mois après) au remplissage complémentaire éventuel avec du sable.





## CHAPITRE 4 : DESCRIPTION DES OUVRAGES

### Prix N° 1:        **DECAPAGE ET TERRASSEMENTS.**

Le prix comprendra :

- dépose de gazon synthétique existante, réglage arrosage et compactage de fond de forme et évacuation des déblais à la décharge publique.
- dépose et évacuation vers le site autorisé de grillage, poteux et socle, portails, projecteurs, et toutes suggestion

La mise a niveau de support existant

NB ; le terrain objet de la présente réhabilitation est de 980 m2 environ.



**Ouvrage payé au FORFAIT, sans aucune majoration pour affouillements, éboulements ou foisonnements, prix ..... N°1**

### Prix N° 2:        **FOURNITURE ET LA MISE EN ŒUVRE COUCHE DE SOUPLESSE ET REVETEMENT D'UN GAZON SYNTHÉTIQUE 40MM AVEC REMPLISSAGE Y COMPRIS TRACAGE DE TERRAIN.**

Ce prix rémunère la fourniture et la mise en œuvre couche de souplesse et revêtement d'un gazon synthétique 1<sup>re</sup> qualité mono-filament de hauteur 40 mm avec remplissage.

La fourniture et la pose d'une couche de souplesse colle SBR suivant les instructions de mise en œuvre contenues dans la fiche technique du produit proposé, ainsi que les recommandations du comité de suivi, certifiée conforme aux normes européens et valider et réceptionner par les collaborateurs du maître d'ouvrage, de 2cm d'épaisseur en fibres de caoutchouc adaptée au type de gazon synthétique collé SBR par machine qu'elle va recevoir, y compris :

Transport, mise en stock, étalage, mise en œuvre, réglage, arrosage s'il y a lieu, les essais de conformité

Toutes ces opérations seront exécutées selon les recommandations du fabricant, selon des dispositions du CPS et suivant les indications de comité de suivi.

Le prix comprendre aussi la fourniture et la mise en œuvre d'un revêtement en gazon synthétique avec remplissage en sable et en SBR y compris lignage et traçage du terrain suivant plan d'exécution et instruction de collaborateurs du maître de 40 mm titulaire d'une licence par la FIFA après la validation

L'échantillon et sa fiche technique par la commission désignée par le maître d'ouvrage.

Lignage et traçage du terrain doit être fait par le fabricant de gazon conformément au plan d'exécution Les caractéristiques techniques du produit et ses performances seront conformes aux prescriptions contractuelles et au procès-verbal d'identification et de conformité délivré avec l'offre.

Le gazon synthétique comprend toutes les sujétions de mise en place et des fournitures et travaux exécutés dans le respect total des exigences les normes en vigueur.

L'entrepreneur devra proposer à l'acceptation du Maître d'ouvrage les documents techniques précisant les produits (**attestation de conformité**) avec leur mise en œuvre répondant aux critères des normes en vigueur et conformément aux documents délivrés avec l'offre.

Ce prix y compris également le traçage du terrain en couleur blanche dans usine de production gazon conformément aux plans visés bon pour exécutions et selon les directives du maître d'ouvrage et les normes en vigueur.



Il comprend aussi :

Une structure portante de fondation, structure drainante de gravette à exécuter suite à la nécessité et recommandations du BET et M.O

les réservations et socles pour poteaux (but, marquage, drapeaux,). Le gazon synthétique devra être conforme aux spécifications du CPT ci-dessus et du référentiel FIFA qualité pro et doit avoir notamment les caractéristiques suivantes :

Gazon synthétique deux couleurs vert foncé et vert clair avec remplissage y compris traçage en couleur blanche avec calepinage du terrain dans l'usine de production du gazon

Le calepinage du terrain devrait être fait des bandes transversales de 2m en couleur vert foncé et en couleur vert clair.

#### **Caractéristiques et spécifications du gazon synthétique :**

Le gazon synthétique devra être conforme aux spécifications les caractéristiques du l'article 49 ci-dessus notamment les caractéristiques suivantes :

Nature du Fibre : Polyéthylène mono filament droite

Hauteur de la Fibre :  $\geq 40\text{mm}$

Nombre de touffes :  $\geq 6$

Nombre de brins par touffes :

Dtex  $\geq 15000$

Résistance à la traction dans les deux sens  $\geq 70 \text{ daN}$

#### **Remplissage :**

Remplissage sable siliceuse

Nature : sable siliceuse

Forme : arrondie

Granulométrie :  $d \geq 0,315\text{mm}$  et  $d \leq 1,2\text{mm}$

Dosage minimum :  $\geq 18\text{kg/m}^2$

#### **Remplissage en SBR**

Nature : Caoutchouc SBR couleur noir

Granulométrie :  $d \geq 0,5\text{mm}$  et  $d \leq 2,5\text{mm}$

Dosage minimum :  $\geq 6 \text{ kg/m}^2$

#### **Mise en œuvre du gazon synthétique**

Avant la mise en œuvre du gazon l'entrepreneur devra proposer à l'acceptation de la commission de suivi ce qui suit :

- Plan de pose gazon
- Fiches technique gazon et matériau de remplissage
- Echantillon du gazon

Les caractéristiques techniques du produit et ses performances seront conformes aux prescriptions contractuelles et au procès-verbal d'identification et de conformité délivré avec l'offre.

Un plan de calepinage sera proposé par le fournisseur de la moquette et proposé à l'entrepreneur. Ce plan de calepinage sera fourni au Maître d'œuvre pour validation.

La manutention des rouleaux sera effectuée avec le plus grand soin et leur déroulement se fera toujours dans le même sens du velours.

Les rouleaux de moquette sont approvisionnés en ligne, le long des bordures longitudinales, à leur emplacement définitif de déroulement.

Les lèvres des 2 lés seront ouverts pour permettre la mise en place d'une bande de pontage dont l'axe coïncidera parfaitement avec la future ligne de joint.

La moquette recouvrira à sa mise en œuvre les bordures d'au moins 15 cm.

Les coupes d'ajustement de la moquette le long des bordures s'effectueront en une seule opération continue une fois la moquette lestée de sable.

Aucune mise en œuvre ne sera faire dans une ambiance humide, avec une température inférieure à 10°Celsius le matin à 8 h.00





Le sommet des fibres sera celui du niveau haut des caniveaux ou bordures. La tolérance de planéité sera de plus ou moins 1 cm sous la règle de 3 m.

La tolérance de nivellement sera de plus ou moins 1 cm pour un carroyage de 5 m x 5 m.

Y compris :

**IMPLANTATION ET TRAÇAGE**

- Il s'agit de l'implantation sous la responsabilité de l'entreprise des différents tracés par le biais d'un géomètre agréé. La mise en œuvre des tracés réglementaires (selon la réglementation de la FIFA).
- La fourniture et la mise en œuvre des matériaux nécessaires au tracé compatible avec le revêtement. Les réservations et socles pour poteaux (but, marquage, drapeaux, ...)
- Le traçage des terrains par des bandes en gazon de couleur blanche identique au tapis.

L'entrepreneur devra, en outre, fournir une fiche d'entretien et une note d'utilisation du gazon synthétique qui seront annexées au procès-verbal de réception il devra aussi procéder après livraison du terrain au maître d'ouvrage (minimum 5 mois après) au remplissage complémentaire éventuel avec du sable.




**Ce prix s'applique au mètre carré y compris toute sujétion de fournitures et pose.**





**UNIVERSITE SIDI MOHAMED BEN ABDELLAH  
 ECOLE SUPERIEURE DE TECHNOLOGIE DE FES  
 B.P: 2427  
 F E S**

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix n°02/2026ESTF relatif aux Travaux d'aménagement et de réhabilitation des terrains de sport de l'Ecole Supérieure de Technologie « EST » de Fès en lot unique, en vertu des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19, et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

<p><b><u>LE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES</u></b></p> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;">   </div> <p>Fès le .....</p>	<p><b><u>SIGNE PAR:</u></b>  <b><u>MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'EST FES</u></b></p> <div style="text-align: center;">  </div> <p>Fès le .....</p>
<p style="text-align: center;"><b><u>LU ET ACCEPTE PAR L'ENTREPRENEUR</u></b></p> <p>.....le.....</p>	
<p style="text-align: center;"><b><u>WISE PAR LE CONTROLEUR D'ETAT</u></b></p> <p>Rabat le .....</p>	
<p style="text-align: center;"><b><u>APPROUVE PAR MONSIEUR LE PRISIDENT DE L'UNIVERSITE SIDI MOHAMED BEN ABDELLAH</u></b></p> <p>Fès le .....</p>	